

Politique économique et perspectives de croissance dans les économies émergentes d'Afrique[#]

Patrick Guillaumont^{*}
Sylviane Guillaumont Jeanneney^{*}
Aristomène Varoudakis^{**}

Nous évaluons le potentiel de croissance des économies d'Afrique à l'horizon de 2010. L'analyse s'appuie sur l'estimation d'un modèle de croissance en données de panel, pour 39 économies d'Afrique et sept périodes quinquennales, couvrant les années 1960-95. Nos simulations s'appuient sur un «scénario de base», consistant à extrapoler les politiques observées et un scénario «d'Afrique émergente» où certaines économies africaines poursuivent les réformes déjà amorcées et améliorent durablement leurs performances. Nos résultats permettent de décomposer les gains attendus d'une amélioration durable des politiques en Afrique.

ECONOMIC POLICY AND GROWTH PROSPECTS IN THE EMERGING ECONOMIES OF AFRICA

We evaluate the growth potential of African economies up to the year 2010. The analysis is based on the estimation of a model of growth in panel data for 39 African economies during seven five-year periods from 1960 through 1995. Our simulations involve, first, a “baseline scenario” which extends policies observed in the past and, second, an “Emerging Africa scenario” where some African economies keep on implementing the reforms already undertaken and achieve a sustained improvement of their performances. Our results make it possible to disentangle the origin of the gains expected from a sustained improvement of African policies.

Classification JEL : C33, E17, O11, O55

INTRODUCTION

Après de nombreuses années de pessimisme sur les perspectives de croissance en Afrique, l'opinion peu à peu se modifie. Des résultats encourageants sont enregistrés dans divers pays africains, alors même que de nombreux pays asiatiques connaissent d'importantes récessions. Les changements progressifs de politique économique ont vraisemblablement contribué au retour de la croissance en Afrique. La question se pose de savoir quelles sont les perspectives de voir émerger un certain nombre d'économies africaines qui poursuivraient durablement des politiques adéquates.

*CERDI, Université d'Auvergne-CNRS, 65 bd François Mitterrand, 63000 Clermont-Ferrand.

** OCDE, 2 rue André Pascal, 75 016 Paris.

[#] Cet article est une version condensée du document technique “Economic Policy Reform and Growth Prospects in Emerging African Economies”, Centre de Développement de l'OCDE, Paris, à paraître. Il a bénéficié de commentaires de la part de participants du Congrès annuel de l'AFSE. Les opinions exprimées ici sont de la responsabilité des auteurs et non de leurs Institutions.

Pour répondre à une telle question, il est important de s'interroger sur les facteurs de la croissance en Afrique, si souvent éphémère et en moyenne faible ou négative. De nombreuses études transversales ont tenté d'expliquer les facteurs de cette croissance. Elles peuvent être divisées en deux groupes (cf. Guillaumont, Guillaumont Jeanneney et Brun, 1998). Un premier, constitué par les travaux qui portent sur un échantillon de pays n'incluant que pour partie des pays africains et postulent qu'un même modèle s'applique aux pays africains et non africains (cf Sachs et Warner, 1997). Un second, le plus nombreux, porte sur un échantillon exclusivement africain et postule que le modèle applicable à l'Afrique peut être différent de celui qui vaut pour les autres pays. Le second type d'études (cf Ghura et Hadjimichael, 1996), s'il ne permet pas d'expliquer pourquoi la croissance africaine a été plus faible qu'ailleurs dans le monde, semble plus adapté à l'examen de la question examinée ici de savoir pourquoi, à l'intérieur de l'Afrique, certains pays ont réussi à croître plus vite ou plus durablement que d'autres.

La démarche suivie est la suivante. On estime de façon simultanée (section 2) un modèle de croissance où, les conditions initiales étant contrôlées, la croissance est expliquée par le taux d'investissement, le taux de croissance des exportations et les politiques macro-économiques (représentées par l'inflation, le déficit budgétaire et le mésalignement du taux de change), et où le taux d'investissement et le taux de croissance des exportations sont eux-mêmes expliqués par des facteurs structurels et des facteurs de politique économique. Puis (section 3), on élabore un indicateur composite d'économies émergentes qui permet d'identifier parmi les économies africaines un groupe de cinq pays à bonne performance servant de référence et un groupe de quatorze pays, dits «émergents», semblant avoir le plus de chance d'améliorer leur politique. Après avoir (section 4) projeté de 1996 à 2010 la croissance du produit par tête de toutes les économies de l'échantillon en extrapolant les tendances de base observées durant les deux décennies précédentes, on montre (section 5) l'effet qu'aurait sur les perspectives de croissance des pays africains identifiés comme «émergents», l'adoption de politiques analogues à celles du groupe de référence, c'est-à-dire correspondant aux meilleures politiques mises en œuvre en Afrique dans les années passées.

UN MODELE DE CROISSANCE EN AFRIQUE

Nos estimations portent sur un échantillon de 39 pays africains sur 54 et de sept périodes de cinq ans, allant de 1961-65 à 1991-95. Il contient 34 pays d'Afrique sub saharienne (y compris l'île Maurice et Madagascar), quatre pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie) et l'Afrique du Sud. La croissance du PIB par tête RYC (éq. I) est expliquée par :

- un effet de rattrapage (inversement lié au niveau de PIB par tête (en logarithme) au début de chaque période - (LYC) ;
- l'augmentation des capacités de production liée au logarithme du taux d'investissement (LIVY) ;
- le taux de croissance des exportations (REX), à l'origine d'économies d'échelle et de gains de productivité liés à l'accès à un marché élargi ;
- les défauts des politiques macro-économiques qui peuvent ralentir la croissance ; ces défauts sont représentés par le taux d'inflation (INF), le déficit

budgétaire en pourcentage du PIB (DEFY) et le mésalignement du taux de change réel, mésalignement mesuré par l'impact d'un excès de protectionisme, d'endettement extérieur et de crédit intérieur sur le niveau du taux de change réel¹.

Nous tenons compte de l'hétérogénéité de l'échantillon par des effets fixes, ainsi que par un trend (T) pour les sept pays de l'échantillon à revenu moyen/supérieur (Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Egypte, Maurice, Maroc, Tunisie — représentés par la variable indicatrice D), dont le taux de croissance peut converger vers celui des économies avancées en raison de leur niveau de développement financier et éducatif (Berthélemy et Varoudakis, 1996).

Le taux d'investissement (éq. II) dépend (sous forme logarithmique) de quatre variables structurelles :

- le taux d'exposition à la concurrence étrangère (LEXFC) (OECD, 1997), défini comme le rapport $X/Y + (1-X/Y)(M/D)$ où X/Y est le taux d'exportation et M/D le taux de pénétration des importations qui manifeste la rentabilité des activités produisant des biens échangeables,

- la disponibilité d'infrastructures (mesurée par les routes par habitant - LRCP) et de capital humain (nombre moyen d'années d'études dans la population adulte - LH), dont la complémentarité avec le capital productif peut améliorer sa productivité.

- le développement du secteur financier (mesuré par la masse monétaire au sens large en pourcentage du PIB - LMY) qui peut améliorer la mobilisation de l'épargne et son affectation à l'investissement.

Nous introduisons également les distorsions sur le marché des capitaux (à travers la prime sur le marché parallèle des changes - LBMP), susceptibles d'entraver la mobilisation des ressources pour l'investissement, de même que l'instabilité politique (par le nombre moyen de coups d'Etat et de révolutions - REVC) qui, en augmentant le risque des projets à long terme, réduit leur rentabilité espérée et affaiblit l'incitation à investir. Enfin les effets fixes captent les différences des pays, notamment en dotations de ressources naturelles.

Afin de réduire la part d'arbitraire dans le choix des variables de contrôle lors des simulations hors intervalle d'estimation, nous avons enrichi le modèle d'une équation du taux de croissance de ces exportations (REX - éq. III) qui affecte le taux de croissance du PIB par tête. En supposant que les exportations africaines sont «tirées» par la croissance de l'économie mondiale, cette variable est expliquée, en premier lieu par le taux de croissance du PIB réel de la zone de l'OCDE (OECDGR), en second lieu par le taux de variation (RTOT) des termes de l'échange et enfin par le taux d'investissement, facteur d'augmentation des capacités de production.

Les trois équations du modèle ont été estimées simultanément sur le panel des 39 économies africaines par la méthode des triples moindres carrés.

¹Les coefficients de pondération de ces différents éléments de politique économique sont ceux obtenus par Sekkat et Varoudakis (1998) qui estiment une équation du taux de change effectif réel sur un panel de 22 pays africains pendant la période 1970-1995. Ces résultats sont supposés applicables dans l'ensemble des pays de notre échantillon élargi.

Cela permet de corriger le biais de simultanéité qui est susceptible d'apparaître en raison de la réciprocité qui caractérise les relations. Les instruments utilisés incluent toutes les variables exogènes et retardées du modèle (LYC, INF, DEFY, MIS, LEXFC, LRCP, LMY, LH, LBMP, REVC, OECDR, RTOT), ainsi que les 39 variables indicatrices pays qui définissent les effets fixes des équations I et II. Les résultats apparaissent ci-dessous :

$$\begin{aligned} RYC_{i,t} = & -0.429LYC_{i,t-1} + 0.186LIVY_{i,t} - 0.029INF_{i,t} + 0.142REX_{i,t} \\ & (7.56) \quad (3.87) \quad (1.72) \quad (4.78) \\ & -0.307DEFY_{i,t} - 0.021MIS_{i,t} + 0.018D \cdot T \\ & (1.52) \quad (3.89) \quad (1.52) \end{aligned} \quad (I)$$

$$\begin{aligned} LIVY_{i,t} = & 0.742LEXFC_{i,t} + 0.403LRCP_{i,t} + 0.149LMY_{i,t} + 0.066LH_{i,t} \\ & (7.26) \quad (4.36) \quad (1.60) \quad (1.31) \\ & -0.091LBMP_{i,t} - 0.183REVC_{i,t} \\ & (1.74) \quad (2.61) \end{aligned} \quad (II)$$

$$REX_{i,t} = 0.01 + 0.137OECDGR_t + 0.649RTOT_{i,t} + 0.109LIVY_{i,t} \quad (III)$$

(0.07) (3.54) (6.00) (1.46)

La régression de croissance confirme les hypothèses avancées quant à l'effet nuisible des déséquilibres macro-économiques (notamment l'inflation et le mésalignement des taux de change). Elle montre également un effet positif vigoureux de l'investissement et de la croissance des exportations. Elle fait apparaître enfin une convergence conditionnelle exceptionnellement rapide du PIB par tête vers son niveau d'équilibre. En revanche, l'effet de convergence du taux de croissance spécifique aux pays les plus avancés de l'échantillon est faible et peu significatif. La régression d'investissement confirme l'influence attendue des facteurs structurels, des distorsions et de l'instabilité politique. De même, la régression pour la croissance des exportations confirme l'influence attendue des termes de l'échange et de la croissance de l'économie mondiale.

Les capacités de prévision du modèle sont plutôt satisfaisantes. En simulation statique simultanée des trois équations du modèle à l'intérieur de l'intervalle d'estimation, les carrés des coefficients de corrélation entre les valeurs prévues et observées des variables endogènes sont de 0.54, 0.73 et 0.20 respectivement pour le taux de croissance du PIB par tête, le taux d'investissement et le taux de croissance des exportations.

UN INDICATEUR D'ECONOMIES EMERGENTES EN AFRIQUE

Dans ce qui suit, nous examinons un scénario optimiste, qualifié «d'Afrique émergente», conçu dans l'hypothèse qu'un certain nombre des pays de notre échantillon sera capable de poursuivre les réformes entreprises depuis une dizaine d'années. Ce scénario sera comparé à un scénario de base, où la croissance en Afrique découle d'une extrapolation des tendances structurelles et des politiques économiques observées pendant les deux dernières décennies (1975-1995).

Exécuter cet exercice suppose d'identifier les économies africaines qui ont à moyen terme des chances raisonnables d'améliorer leurs politiques et performances de manière durable, en suivant l'exemple des cinq pays avancés

d'Afrique à bonnes performances (G5) contenus dans notre échantillon (Afrique du Sud, Botswana, Maurice, Maroc et Tunisie). Dans cette optique, nous avons élaboré un indicateur composite «d'économies émergentes» afin de les repérer. Cet indicateur est élaboré par la méthode des composantes principales, à partir d'un panel non cylindré d'observations annuelles pour 40 économies d'Afrique (les 39 économies initiales et la Gambie). La période s'étend de 1970 à 1996. L'échantillon contient 763 observations.

L'indicateur composite est élaboré à partir d'un ensemble de 14 variables, disponibles sur une base annuelle, contenant cinq indicateurs de politique macro-économique et structurelle, sept indicateurs de performance économique et deux indicateurs de «conflictualité» interne et externe.

- Les cinq variables de politique macro-économique et structurelle sont le taux d'inflation (INF), le déficit budgétaire en pourcentage du PIB (DEFY), la prime du marché parallèle des changes (BMP), le mésalignement du taux de change (MIS) et le degré d'exposition à la concurrence étrangère (EXFC).

- Les sept indicateurs de performance économique captent des dimensions à la fois de niveau, de durée et de volatilité. Il s'agit du taux de croissance du PIB par tête (RYC) ; du nombre d'années avec croissance positive du PIB par tête pendant les dix années précédentes (YPOS) ; du nombre d'années consécutives avec croissance positive sur la même période (CYPOS) ; du nombre d'années avec faible inflation (inférieure à 10 %, YLINF) et avec forte inflation (supérieure à 40 %, YHINF) pendant les dix années précédentes ; de la variabilité de l'inflation (écart-type) sur la même période (INFV) et du taux d'investissement (INVY).

- Les indicateurs de conflictualité sont le nombre moyen de coups et de révolutions (REVC) et le nombre de conflits externes (WAR).

Notre indicateur d'économies émergentes est élaboré en utilisant comme pondérations les coefficients de la première composante principale de ces variables — qui explique à elle-seule près de 25% de la variance des données. Les coefficients de la première composante principale associés aux quatorze indicateurs sont les suivants:

INF	DEFY	BMP	MIS	EXFC	RYC	YPOS	CYPOS	YLINF
0.55	0.24	0.55	0.45	-0.41	-0.39	-0.64	-0.53	-0.49
YHINF	INFV	INVY	REVC	WAR				
0.68	0.55	-0.56	0.29	0.32				

Comme le montrent ces estimations, la première composante principale permet de distinguer entre, d'une part, les économies/années à forte inflation (éventuellement persistante et volatile), déficit budgétaire élevé, faible croissance persistante, faible exposition à la concurrence étrangère, sévères contrôles des changes, surévaluation du taux de change, faible taux d'investissement, instabilité interne et/ou conflits externes et, d'autre part, les économies/années qui, dans l'ensemble, ne font pas apparaître ces handicaps. En raison du caractère tranché de cette configuration, cette composante principale peut être vue comme un indicateur des chances d'amélioration durable des politiques et, donc, de décollage économique.

On a pu constater que les quatre pays de référence (Botswana, Maroc, Maurice et Tunisie) ont connu une valeur positive de l'indicateur pendant toute

la période. Ce n'est certes pas le cas pour l'Afrique du Sud, autre pays de référence, en raison des changements politiques que l'on sait, mais ce pays a vu s'améliorer de 10 % l'indicateur sur la période 1992-1995.

Nous avons, à partir de cet indicateur, défini trois critères différents afin de repérer les pays émergents : (A) le nombre d'années, entre 1985 et 1995, pendant lesquelles l'indicateur était positif, (B) le nombre d'années *consécutives* pendant lesquelles il a montré une amélioration, (C) sa variation annuelle moyenne sur la période la plus récente 1992-95. Il s'agit là de critères qui permettent d'évaluer la capacité des pays d'améliorer de manière durable leurs politiques.

Nous avons alors identifié comme pays émergents trois catégories de pays :

- ceux qui ont eu un indicateur positif pendant au moins 9 années sur les 11 années 1985-1995 ($A \geq 9$), marquant ainsi leur capacité à réaliser durablement des performances convenables, dès lors que leur indicateur en période terminale (1993-1995) ne se situait quasiment pas en-dessous de 0 (Mali, Togo) ;

- ceux qui au contraire ont connu une amélioration rapide de 1992 à 1995 ($C \geq 15\%$), sous réserve encore que le niveau de l'indicateur en période terminale ne soit guère inférieur à 0 (Ethiopie, Mozambique, Ouganda) : dans cette catégorie, le critère de l'amélioration récente reçoit un poids important en raison du caractère prospectif de notre simulation de croissance ;

- enfin, pour le cas le plus général, les pays qui remplissent deux des 3 critères suivants : $A \geq 6$ années ; $B \geq 3$ années ; $C \geq 5\%$; il s'agit des pays qui montrent dans les années 1985-95 un indicateur systématiquement supérieur à la moyenne africaine et/ou qui font preuve d'une capacité d'amélioration soutenue de ces performances et/ou qui connaissent une amélioration des politiques pendant la période la plus récente d'observation.

Sur la base de ces considérations, nous avons sélectionné 14 pays d'Afrique sub-saharienne qui montrent une tendance à l'amélioration soutenue de leurs politiques et laissent apparaître, de ce fait, une perspective de décollage durable dans notre horizon de prévision. Sept de ces pays potentiellement émergents sont dans la zone CFA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Sénégal, Togo) et sept en dehors de cette zone (Ghana, Ethiopie, Kenya, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Zimbabwe).

D'un point de vue géographique, un premier pôle important, contenant huit de ces économies émergentes (dont six en UEMOA), se localise en Afrique de l'ouest. Selon ces critères, l'Afrique centrale (à l'exception du Gabon) ne présente pas de signes tangibles d'amélioration, permettant d'identifier des économies émergentes. Un second pôle semble pouvoir se constituer en Afrique australe et de l'est, à partir des économies déjà avancées (Afrique du sud), des pays ayant fait de sensibles progrès (Botswana) et des pays potentiellement émergents (Zimbabwe, Ouganda, Kenya, Ethiopie, Mozambique).

UNE PROJECTION DES TENDANCES DE FOND DE CROISSANCE EN AFRIQUE.

Dans l'objectif de constituer un cadre de référence pour les tendances de croissance à moyen/long terme en Afrique, nous avons effectué une simulation de base du modèle constitué par les équations I-III couvrant les trois sous-périodes 1996-2000, 2001-2005 et 2006-2010, en dehors de l'intervalle d'estimation. La simulation commence à la dernière période d'estimation (1991-1995) et est dynamique pour les trois sous-périodes suivantes. Elle consiste à extrapoler les tendances de base observées dans les différents pays pendant les deux décennies précédentes.

Dans cette simulation, les différentes variables de contrôle pour les 32 pays d'Afrique sub-saharienne (39 pays d'estimation à l'exception des cinq pays de référence, de l'Algérie et de l'Égypte) ont été extrapolées de manière à reproduire leur tendance de long terme et en respectant les spécificités propres à chaque variable :

- Le capital humain (LH) et les infrastructures routières (LRCP), sur la base du taux moyen de variation observé en 1985-95.
- L'indicateur de développement financier (LMY), à partir du taux moyen de variation à long terme, sur la période 1970-95.
- L'indicateur d'exposition à la concurrence étrangère (EXFC), sur la base du taux moyen de variation durant la période 1975-1995.
- L'inflation (INF) a été supposée égale à son niveau moyen pour la période 1970-95, en excluant les épisodes hyperinflationnistes non répétitifs. Si l'inflation tendancielle ainsi calculée est supérieure à celle de la période la plus récente, elle est remplacée par son niveau de cette dernière période.
- Le déficit budgétaire en pourcentage du PIB (DEFY) est supposé égal à sa valeur moyenne sur la période 1980-95 ; si le déficit ainsi calculé est supérieur à celui de la période la plus récente, il est remplacé par la valeur de cette dernière période.
- La prime du marché parallèle des changes (LBMP), sur la base de la valeur observée pendant la dernière sous-période d'estimation (1991-95).
- L'indicateur de mésalignement du taux de change, supposé égal à la moyenne de 1985-1995, période pendant laquelle de nombreux pays africains ont corrigé leurs distorsions de taux de change.
- Les termes de l'échange sur la base de leur taux de variation moyen pendant la période 1975-95.
- La croissance annuelle moyenne du PIB de la zone OCDE a été supposée constante correspondant à une croissance du PIB par tête de 2.5%.
- L'indicateur d'instabilité politique interne (REVC), sur la base de sa valeur moyenne pour la période 1970-95. L'indicateur de conflits externes vaut par hypothèse 0.

Dans le cas des cinq pays de référence (G5), les mêmes hypothèses ont été faites pour l'évolution sur 1996-2010 des variables structurelles. Concernant toutefois les variables macro-économiques, les distorsions et les termes de l'échange, nous en avons adopté des hypothèses relativement plus favorables. On tient ainsi compte du fait que ces pays, d'une part, ont démontré leur capacité d'adopter des réformes durables et que, d'autre part, la diversification croissante de leurs économies peut les prémunir contre une

détérioration tendancielle de leurs termes de l'échange. Nous avons ainsi, en premier lieu, supposé un ralentissement progressif de l'inflation, passant à 4%, ensuite à 3% et finalement à 2% (sauf exception individuelle plus favorable). En second lieu, le budget à été supposé en équilibre, sauf dans les cas où il faisait déjà apparaître un excédent. En troisième lieu, la prime du marché parallèle des changes a été remplacée par celle (négligeable) observée en 1991-95 dans la zone CFA. Enfin, les termes de l'échange ont été supposés constants, sauf dans les cas où ils faisaient apparaître une amélioration tendancielle.

La simulation de base montre une croissance robuste du PIB par tête pour les cinq pays de référence (G5). Celle-ci s'établit à 2.1 % en moyenne sur l'ensemble de la période 1996-2010. En revanche, la croissance moyenne dans les 32 pays d'Afrique sub saharienne manifeste certes un rebond par rapport au recul de 1991-1995, mais reste faible en moyenne sur la période 1996-2010 (0,33 %). Parallèlement, le taux d'investissement moyen s'inscrit constamment en hausse dans le G5, où il atteint 36,7 % en fin de période, il est alors en moyenne deux fois plus élevé que dans l'ensemble des 32 économies.

Sur la base de l'extrapolation des tendances antérieures, le groupe des 14 pays potentiellement émergents (G14) montre de faibles perspectives de croissance, qui ressemblent à celles du groupe des 18 autres pays (G18), respectivement 0,36 % et 0,3 % en moyenne de 1996 à 2010. Les pays potentiellement émergents font apparaître un taux d'investissement légèrement plus élevé que les autres (20.5 % contre 14,2 % en moyenne sur 1996-2010). Les résultats montrent que même les pays potentiellement émergents doivent poursuivre l'amélioration de leur politique pour émerger vraiment.

UN SCENARIO DE CROISSANCE DANS LES ECONOMIES EMERGENTES D'AFRIQUE

Nous avons effectué une seconde simulation dynamique du modèle sur la même période, en supposant que les 14 pays émergents adoptent les mêmes politiques macro-économiques que celles des cinq pays de référence (ralentissement de l'inflation identique, équilibre budgétaire, prime du marché parallèle de changes réduite à celle de la zone CFA, suppression du mésalignement du taux de change à partir de 2006-2010). On suppose également l'absence de dégradation des termes de l'échange ainsi qu'une évolution du système financier et de l'exposition à la concurrence étrangère identique à celle des cinq pays de référence lorsqu'ils étaient à un niveau de développement économique comparable. On admet que les infrastructures routières s'améliorent par un accroissement de l'investissement en capital public, que l'on suppose financé par l'aide et grâce à une meilleure gestion des finances publiques, si bien que le ratio des routes par habitant retrouve progressivement son niveau, considérablement plus élevé, de la fin des années 1970. L'évolution du capital humain reste inchangée par rapport à la simulation de base. Enfin, on suppose l'absence de conflits externes et d'instabilité politique interne.

Les résultats sommaires de cette nouvelle simulation du modèle, sous forme de taux de croissance et de taux d'investissement moyens, sont présentés

au tableau 1. Le tableau (col. 1) montre séparément les taux de croissance simulés pour le groupe de 14 pays potentiellement émergents (G14), l'amélioration qui en résulte par rapport à la simulation de base et l'écart que cela représente par rapport à l'évolution des 18 autres pays africains telle qu'elle a été projetée dans la simulation de base.

On constate ainsi que le taux de croissance moyen des 14 pays émergents atteint 1,9 % la première période et se maintient à ce niveau. Cela représente un relèvement moyen du taux de croissance de 1.55 points par rapport au scénario de base, qui correspond à un gain cumulatif de PIB par tête sur la période 1996-2010 d'environ 26%. Cette reprise de la croissance est accompagnée d'une augmentation soutenue du taux d'investissement, de l'ordre de 10.5 points par rapport au scénario de base. En comparaison avec les 18 pays qui n'améliorent pas de manière durable leurs politiques, le gain moyen en termes de taux de croissance des 14 économies émergentes est de 1.61 points sur 1996-2010.

Nous présentons également (col. 3) l'écart du taux de croissance de nos "économies émergentes" (G14), par rapport au taux de croissance moyen de nos cinq pays de référence (G5). En utilisant les coefficients estimés de la forme réduite de l'équation de croissance — obtenue par combinaison de (I), (II) et (III) — nous décomposons cet écart en trois composantes :

a) un écart lié à des facteurs autres que les politiques prises en compte par le modèle -c'est-à-dire lié, aux conditions initiales représentées par le revenu du début de période (rattrapage), et aux effets fixes (col. 4).

b) un écart provenant des différences de politiques macro-économiques qui reflète la somme des effets négatifs de l'inflation, du déficit budgétaire sur la croissance, du mésalignement du taux de change réel et de la prime de change sur le marché parallèle (col. 5).

c) un écart reflétant l'ensemble des autres facteurs de nature plus structurelle, à savoir les différences liées au commerce extérieur (exposition à la concurrence et variation des termes de l'échange), au système financier (MY), au niveau d'éducation et d'infrastructure routière et enfin à l'instabilité politique.

Il est intéressant d'observer que les économies émergentes d'Afrique, en améliorant leur politique économique, macroéconomique et plus encore structurelle, ont un gain annuel de croissance de 2,19 % (3,02 % par rapport aux 18 pays non émergents). Néanmoins le fait qu'une croissance économique plus rapide réduit l'effet de rattrapage ramène le gain à 1,56 % par an, en comparaison avec le scénario de base, soit sur 15 ans environ 26 %.

CONCLUSION

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette étude. Le risque d'une stagnation du produit par tête conduisant à une marginalisation accrue de l'Afrique demeure si les politiques économiques restent inchangées. Mais des perspectives considérables d'amélioration existent si les politiques s'améliorent durablement, non seulement les politiques macroéconomiques, qui se sont déjà redressées sensiblement, mais encore et surtout les politiques structurelles (éducation, infrastructure, ouverture, ...). La réforme de ces

politiques semble en effet indispensable pour relever le niveau de l'investissement, qui paraît être aujourd'hui le facteur limitatif le plus important d'une accélération de la croissance en Afrique.

Les prolongements naturels de la présente recherche seraient d'approfondir l'analyse des facteurs susceptibles de contribuer à un relèvement durable de l'investissement productif et d'analyser ce qui détermine l'adoption durable des politiques adéquates. Les effets de diffusion régionale de la croissance seraient aussi à prendre en compte. Sans doute les pays n'émergeront-ils durablement que groupés.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BERTHELEMY J.C. et VAROUDAKIS A. (1996), "Economic Growth, Convergence Clubs, and the Role of Financial Development", *Oxford Economic Papers*, (48), 300-328.
- GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S. et BRUN J.F., (1998), "How Instability Lowers African Growth", *Journal of African Economies*, forthcoming.
- GHURA D. et HADJIMICHAEL M.T., (1996), "Growth in Sub-Saharan Africa ", *IMF Staff Papers*, Vol.43, N°3, septembre.
- OECD (1997), "*Science, Technology and Industry: Scoreboard of Indicators*", Directorate for Science, Technology and Industry, Paris.
- SACHS J. et WARNER A. (1997), "Sources of Slow Growth in African Economies", *Journal of African Economies*, 6,:335-376.
- SEKKAT K. et VAROUDAKIS A. (1998), "Exchange Rate Management and Manufactured Exports in Sub-Saharan Africa", *Technical Paper n° 134*, OECD, Development Centre, Paris, Mars.

**Tableau 1 – Effet sur la croissance d'une amélioration soutenue
des politiques économiques dans les économies émergentes (14 pays)**

Périodes	Taux de croissance annuel moyen des économies émergentes (%)	Taux d'investissement des économies émergentes (%)	Écarts des taux de croissance des 14 pays par rapport au groupe de référence (5 pays)	Écarts des taux de croissance des 14 pays par rapport au groupe de référence expliqués par :		
				a) effets fixes et conditions initiales	b) politique macroéconomique	c) politiques structurelles
1996-2000	1,91	25,27	- 0,29	1,86	- 0,13	- 2,82
2001-2005	1,92	30,59	- 0,16	1,63	- 0,12	- 1,68
2006-2010	1,92	37,21	- 0,13	1,35	- 0,11	- 1,37
moyenne 1996-2010	1,91	31,02	- 0,20	1,61	- 0,12	- 1,68
	Écarts par rapport au scénario de base	Écarts par rapport au scénario de base		par rapport au scénario de base expliqués par :		
				a) effets fixes et conditions initiales	b) politique macroéconomique	c) politiques structurelles
1996-2000	1,41	5,11		0,00	0,34	1,07
2001-2005	1,58	10,10		- 0,80	0,36	1,82
2006-2010	1,67	16,35		- 1,28	0,39	2,58
moyenne 1996-2010	1,55	10,52		- 0,63	0,36	1,83
gain cumulé	26,01				+ 2,19	
	Écarts par rapport au groupe des 18 pays (dans le scénario de base)	Écarts par rapport au groupe des 18 pays (dans le scénario de base)		par rapport au groupe des 18 pays expliqués par :		
				a) effets fixes et conditions initiales	b) politique macroéconomique	c) politiques structurelles
moyenne 1996-2010	1,61	16,82		- 0,25	0,75	2,27
écart cumulé	27,25				+ 3,02	